

Le Figaro, 3 avril 2012

### Commission Assouline : la polémique enfle

Le gouvernement reproche au PS de vouloir « instrumentaliser » l'affaire Merah.

**SOPHIAERT**

**SÉNAT** Un nouveau bras de fer est engagé entre le gouvernement et le Sénat, à l'initiative de gauche, qui veut mettre en difficulté le projet de loi sur les terroristes de Toussaint et Montebianco. Et par la même occasion les nouvelles mesures antiterroristes que Nicolas Sarkozy veut faire voter après la présidentielle, s'il est réélu.

La commission sénatoriale pour l'application des lois, que préside le sénateur socialiste David Assouline, voulait rendre, mardi et mercredi, les plus hautes responsables du renseignement, Erard Corbiau de Mangeni, directeur général de la Sécurité intérieure (DSI), puis Bernard Spagnoli, directeur central du renseignement intérieur (DCRI).

Mais dès vendredi, les ministres de la Défense et de l'Intérieur, Gérard Larcher et Claude Guéant, « ont décidé de ne pas donner de suite favorable à cette demande de fonctionnement convenu ni pour pas de responsabilité en matière de violation des lois et règlements, mais à un effet d'annonce ».

Le ministre des Relations avec le Par-



A Paris, l'adjoint de l'affaire Merah, Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, Président, directeur de la Police et Bernard Spagnoli, directeur de la DSI, devant un groupe de journalistes.

lement, Patrick Ollier, a insisté précisée que la commission sénatoriale de pour une commission permanente contre celle « reconnue par la Constitution ou par la loi » et qu'elle « ne dispose pas de compétences » pour contrôler les dirigeants des services de renseignement.

Patrick Ollier dénonce « un usage politique » de la gauche et rappelle que seule la délégation parlementaire au rensei-

gnement (composée de huit parlementaires de gauche et de droite) est habilitée à tirer les conclusions des bases de données. Cela signifie également que l'UMP des Bouches-du-Rhône, a déclaré mardi au Figaro : « Le gouvernement, avec beaucoup de bon sens, a accepté que les chefs des services civils et militaires ne soient pas au contrôle de la République. La délégation parlementaire au renseignement, qui est tenue au secret, a

prévu d'entendre mercredi tous les chefs de renseignement civil et militaire. L'incident de David Assouline, parvenu politiquement, n'a pas eu place dans le débat ».

Dans un meeting, samedi, près de Clermont-Ferrand, le premier ministre François Fillon avait accusé les socialistes de « vouloir instrumentaliser » l'affaire Merah. Lundi, dans un communiqué, la sénatrice UMP de Bas-Rhône-Pauline Rialat, collègue sénatrice adjointe de l'UMP, a elle aussi dénoncé le fait que « le Sénat devienne l'organe de la rue de Solferino », siège du PS.

David Assouline a présenté mardi, sur Europe 1, contre l'initiative du gouvernement et surtout que les socialistes s'opposent et de marginaliser par la commission sénatoriale les lois. Il a vu le soutien du président du Sénat, Jean-Pierre Bel, ainsi que du président du groupe socialiste François Delamante, pour lequel « l'annonce d'une nouvelle loi antiterroriste face dans la perspective et est que l'arrêt d'effacement ». Le président PS de la commission des lois, Jean-Pierre Saurin, a jugé lundi qu'il était « légitime de revenir sur le nombre des lois existantes ou, au non, d'être appliquées ».

Le PS annonce décidé à ne pas laisser le gouvernement sur cette affaire. ■